

ÉLECTIONS EN ESPAGNE: VERS UN RETOUR DE LA DROITE AU POUVOIR ?

Par Pierre CLAIRÉ, directeur adjoint des études du Millénaire



AVANT-PROPOS

Après la tonitruante défaite de la Gauche lors des élections régionales et municipales du 28 mai (28M), Pedro Sánchez a été obligé de convoquer des élections générales anticipées le 23 juillet (23J). Les élections étaient initialement prévues pour la fin de l'année, mais l'actuel Président du Gouvernement socialiste en a décidé ainsi pour tenter de contrer l'influence grandissante de la Droite espagnole qui semblait sur une pente ascendante. Ce choix peut être vu comme un énième pari de la part de Sánchez qui a fait de la prise de risque sa marque de fabrique, mais cette fois-ci il semble peu probable que la chance sourît une fois de plus à celui que l'on surnomme « Pedro el Guapo » (le beau Pedro). En effet la remontée fantastique qu'il avait imaginée ne devrait pas avoir lieu, alors qu'il n'a pas réussi à imposer ses thèmes de prédilections, notamment son bilan économique respectable et les avancées sociales qui ont pu plaire aux Espagnols.

Cette campagne pour le moins spéciale, car elle s'est tenue en été et dans un laps de temps très court, a été dominée par les thèmes sociétaux et non économiques. En effet la droite n'a pas voulu changer sa stratégie gagnante du 28M en attaquant frontalement le chef du parti socialiste, l'accusant de vouloir mettre à mal l'identité espagnole. Lors de la campagne électorale du 28M Pedro Sánchez avait choisi de s'impliquer personnellement dans la campagne, sachant qu'il serait amené à le faire rapidement pour les élections générales. Le Partido Popular d'Alberto Núñez Feijóo n'en demandait pas tant, en profitant pour nationaliser le scrutin et en faire un référendum pour ou contre Sánchez, accusé de mettre en péril l'unité espagnole par ses ententes avec les régionalistes. L'EH Bildu (gauche basque), issue de la volonté politique d'ETA de s'impliquer en politique, ou l'ERC (gauche catalane) aux velléités indépendantistes sont les principales sources de conflit avec le Président du Conseil. On lui reproche surtout le retrait du délit de sédition du code pénal, ce qui a permis à de nombreux indépendantistes de ne pas être inquiétés par la justice malgré leur participation à la déclaration d'indépendance et au référendum de 2017. Ainsi Feijóo et Abascal (Vox, extrême-droite) n'ont eu de cesse d'insister sur

les connivences de Sánchez avec des terroristes et de vouloir mettre à mal l'unité de l'Espagne. Son entente avec la gauche radicale de Podemos qui a défendu outre mesure le féminisme ou les Droits LGBTQI ne passe pas non plus au sein d'une frange conservatrice.

Devant l'état de la gauche, il est plus que probable que le parti populaire finisse en tête des élections du 23 juillet, pour autant cela ne va pas signifier que Feijóo va devenir Président du Gouvernement automatiquement. En effet ce scrutin et son issue sont marqués d'une grande incertitude, alors qu'une coalition sera nécessaire pour gouverner sereinement. Comme nous le voyons depuis maintenant quelques années, la vie politique espagnole se démarque par sa grande incertitude, avec la fin du bipartisme historique ce qui implique qu'une entente va être nécessaire pour gouverner, et à ce jeu la gauche est plus habituée bénéficiant du précédent gouvernement comme exemple. La droite au contraire ne s'est jamais lancée dans une telle entreprise au niveau national, mais elle a pu s'allier avec Vox aux niveaux régional et municipal, ce qui laisse penser que cela reste possible. Ainsi le résultat final du soir ne signifiera en rien l'élection d'un nouveau Président du Gouvernement, le processus sera long de par son originalité pour les politiciens espagnols. Même si une grande incertitude règne, nous pouvons dire que le Partido Popular et la droite en général tiennent la corde et une longueur d'avance sur les Socialistes.

Une autre source d'incertitude reste l'abstention et les appréhensions des citoyens, alors que l'extrême droite pourrait revenir aux affaires près de 50 ans après la mort de Francisco Franco. Les Espagnols vont-ils se déplacer en masse alors que ces élections se tiennent en plein milieu de l'été, alors que beaucoup d'Espagnols sont en vacances. De même les Espagnols, qui avaient placés les socialistes en tête lors des deux précédentes élections générales sont-ils prêts à voir Vox arriver au pouvoir et peut-être remettre en cause un certain nombre d'acquis ? Le Franquisme reste tabou en Espagne encore aujourd'hui et le rappel de cette période provoque des tensions au sein de l'Espagne. Alors que Vox n'est pas à proprement parler un parti franquiste, se réclamant du Caudillo, ils s'opposent à la politique

mémorielle des socialistes qui remuent le couteau dans la plaie et réactivent les clivages en Espagne. Pour autant la Gauche ne rechine pas à les associer à cette période, mettant en garde contre une régression en Espagne et la perte de nombreux acquis sociaux. Ils prennent en exemple le retrait du drapeau arc en ciel des mairies gouvernées par la Droite avec Vox pour montrer qu'ils veulent s'attaquer à certaines minorités.

Ce scrutin sera donc très intéressant à scruter, notamment car arriver en tête ne signifiera pas l'arrivée à la Moncloa du chef de file du parti vainqueur. Alberto Nuñez Feijóo part avec une longueur d'avance, mais il devra se montrer capable d'affaiblir Vox en limitant son influence dans les urnes ou lors des négociations pour arriver à ses fins. Un échec de sa part pourrait signifier plus d'incertitude en Espagne et potentiellement la convocation de nouvelles élections faute de majorité claire, comme ce fut le cas en 2019.

Enfin nous pouvons dire que ce scrutin aura de grandes conséquences sur l'avenir de l'Espagne mais aussi sur celui de l'Europe. En effet, la tendance de droitisation de l'électorat est visible depuis de nombreux mois en Europe, mais la bascule de l'Espagne, quatrième économie de l'UE, après celle de l'Italie il y a quelques mois pourrait accélérer les choses. Dans l'optique des élections européennes de 2024 et alors que de nombreux observateurs promettent une marée bleue au Parlement européen, une victoire de la droite en Espagne pourrait signifier beaucoup.

AVANT-PROPOS.....	2
Histoire politique récente de l'Espagne	6
L'après dictature (1975-2004): Rattrapage et bipartisme	6
Les années Zapatero et le deuxième retour de la droite (2004-2015)	10
Le second gouvernement Rajoy et la crise politique permanente (2015-2023)	15
<i>Vers un troisième retour de la droite et l'arrivée de l'extrême droite ?</i>	<i>20</i>
Les élections du 28M et la dissolution.....	20
Un affaiblissement économique structurel.....	20
Une volonté des Espagnols de tourner la page du nis	21
La gauche plus affaiblie et divisée que jamais.....	26
Une victoire de la droite : comme une évidence.....	30
<i>Quelles conséquences pour l'Espagne et l'Europe.....</i>	<i>35</i>
Les enjeux de cette élection	35
La ligne Ayuso-Feijóo, la victoire du liberal-conservatisme et une leçon pour la droite française.....	39
Une droitisation de l'Europe encore plus visible : vers une majorité de centre-droit au Parlement européen ?	43
CONCLUSION.....	48

Histoire politique récente de l'Espagne

L'APRES DICTATURE (1975-2004): RATRAPAGE ET BIPARTISME

En 1975, le Caudillo, Francisco Franco, qui était à la tête de l'État espagnol depuis 1936, meurt¹. Aussi connu sous le titre de Generalísimo, Franco établi en Espagne un régime dictatorial conservateur après avoir pris le dessus sur les forces nationalistes durant la Guerre Civile qui mit le pays à feu et à sang entre 1936 et 1939. **Durant les dernières années de son règne, son objectif était de voir la monarchie espagnole se reconstituer après sa mort tout en conservant le caractère autoritaire propre au franquisme.** Dans cette optique il maria sa fille unique, Maria del Carmen Duchesse de Franco, au Marquis de Villaverde Cristóbal Martínez-Bordiú membre de la famille de Bourbon qui régnait en Espagne avant l'avènement de la République. Il voulait s'assurer que ses héritiers seraient proches du pouvoir quoi qu'il arrive. Pour lui succéder comme chef du gouvernement il a formé durant toute sa carrière Luis Carrero Blanco qui fut assassiné en 1973².

En 1969, **Juan Carlos I fut personnellement choisi par Franco comme son héritier**³. Ainsi, à la mort du dictateur celui-ci fut nommé Roi d'Espagne en ne rencontrant aucune opposition au Parlement. Mais alors que Franco avait choisi le jeune Prince comme héritier plutôt que son père pensant qu'il aurait pu le modeler à son effigie et lui insuffler ses valeurs nationalistes et autoritaires ce ne fut pas le cas. En effet, Juan Carlos I eut un rôle important dans l'établissement de la démocratie en Espagne, au grand dam des fidèles du dictateur. **Il est un des principaux acteurs de la démocratisation de la**

¹ Pierre Rousselin, [La longue agonie de Franco](#), Le Point, décembre 2022

² Luis R. Aizpelo, The day ETA struck a lethal blow to the Franco regime, El Pais (english version), décembre 2013

³ Enrique Berzal, [1969 : Franco designa a su successor](#), El Norte de Castilla, août 2021

vie politique espagnole et il ira même jusqu'à stopper un coup d'État en 1981. Ce coup d'État, connu sous le nom de 23-F car arrivé le 23 février 1981, fut fomenté par des membres de la Guardia Civil qui prirent en otage les députés dans les Cortes (les impacts de balles demeurent visibles dans le bâtiment de la Chambre Basse du Parlement espagnol)⁴. Le jeune roi se prononça contre celui-ci lors d'une allocution télévisée restée célèbre, alors que les putschistes disaient agir en son nom. Ce soutien inébranlable de la démocratie parlementaire lui permit de faire grimper sa cote de popularité en Espagne et même de gagner le soutien du parti communiste.

La période après la mort de Franco et jusqu'aux élections de 1982 et la première alternance espagnole est communément appelée la Transition Démocratique. Des premiers ministres conservateurs se succèdent au pouvoir et permettent l'installation de la démocratie en Espagne. Les plus notables sont Adolfo Suárez, qui a donné son nom à l'aéroport de Madrid et occupa le poste de 1976 à 1981, ou Leopoldo Calvo-Sotelo qui devait succéder au premier le 23 février 1981 avant que le coup d'État n'éclate. **La constitution actuelle de l'Espagne fut adoptée en 1978 et en décembre 1981 l'Espagne intègre l'OTAN.** Cette période voit l'autorisation des partis communiste (PCE) et socialiste (PSOE) ainsi que la création de la principale force de droite en 1977, l'Allianza Popular (AP) par un ancien franquiste Manuel Fraga Iribarne⁵.

Felipe González fut intronisé à la tête du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à Suresnes en 1974⁶ et il permit au parti de rompre avec l'idéologie marxiste ce qui va le préparer à ses prochains succès électoraux. En 1982, l'Union du Centre Démocratique (UCD) de Leopoldo Calvo-Sotelo va perdre en importance souffrant du premier choc pétrolier et de l'explosion du chômage, laissant ainsi la voie libre à l'AP à droite et le premier ministre

⁴ https://historia.nationalgeographic.com.es/a/23f-el-fallido-golpe-de-estado-de-tejero-en-espana_19164

⁵ https://www.larazon.es/cultura/historia/manuel-fraga-padre-derecha-liberal-espanola_20230607647fb45a45377c00017bb3ce.html

⁶ https://www.lavozdegalicia.es/noticia/opinion/2023/04/03/psoe-suresnes-moncloa/0003_202304G3P10997.htm

va ainsi décider de dissoudre le Parlement, appelant à de nouvelles élections en 1982.

Ces élections vont être remportées par le PSOE de Felipe González, ce qui va **déboucher sur la première alternance politique en Espagne et le retour au pouvoir de la Gauche après son interdiction durant la dictature et la défaite nationaliste de 1939**⁷. Durant la première législature socialiste qui prit fin en 1986, la majorité des réformes liées à la transition sont mises en exécution. Durant son premier mandat, l'Espagne adhère à la Communauté Économique Européenne. Il va également multiplier les réformes sociales (sécurité sociale, assurance chômage) et les réformes libérales (privatisations, baisse d'impôts...). Par ailleurs il est vu comme un Président de Gouvernement extrêmement dépensier, qui a fait exploser la dette espagnole et on lui a longtemps reproché le fort chômage espagnol. Il fut un acteur majeur de l'attribution de l'exposition universelle à Séville et des Jeux Olympiques à Barcelone en 1992⁸.

Lors des élections de juin 1986, le PSOE arriva encore une fois en tête et González fut reconduit à la tête du gouvernement. Le Parlement est dissout en 1989 et de nouvelles élections sont convoquées, celle-ci sont remportées par le PSOE mais l'écart avec la droite du PP (nouveau nom de l'AP qui restait marquée comme héritière du franquisme) se réduit. La droite est menée par un jeune politicien talentueux nommé José María Aznar. Ce dernier avait succédé à Manuel Fraga à la tête du parti de droite espagnol et avait cherché à changer son nom pour se distancier du franquisme quelques mois auparavant.

En 1993 de nouvelles élections sont organisées et le PSOE l'emporte encore une fois, ce qui permet à González de se maintenir au pouvoir et de former un quatrième gouvernement. **Pour autant le PP d'Aznar se rapproche dangereusement des socialistes, n'accusant que 4% et 18**

⁷ <https://www.rtve.es/play/coleccion/40-anos-de-la-primera-victoria-del-psoe-de-felipe-gonzalez/1700/>

⁸ <https://www.abc.es/noticias/1992-espana-asombro-mundo-20220723185408-nt.html>

députés de retard. Cette dernière législature va être dure pour le PSOE, la situation économique stagne mais surtout les socialistes souffrent de nombreuses affaires de corruption⁹. Ainsi de nombreux ministres de González sont contraints de démissionner car mouillés dans des affaires et le Président du Gouvernement décide la dissolution en 1996. **Après des élections européennes remportées par le PP en 1994 et un attentat visant José María Aznar en 1995, la droite apparaît comme favorite.**

Ces élections sont remportées d'une courte tête par le PP et grâce à l'appui de nombreux régionalistes aux Cortes Generales, Aznar est élu comme premier ministre en mai 1996¹⁰. **Cette première législature de droite depuis 1982 est marquée par la poursuite des privatisations, des baisses de dépenses sociales ou une réforme du marché du travail espagnol.** Tout cela visait avant tout à faire de l'Espagne un candidat à l'adhésion à la monnaie unique avec le respect des critères de Maastricht. Il faut aussi noter que l'économie espagnole croît de manière exponentielle durant le premier gouvernement Aznar et devient une référence occidentale. Le chômage, qui dépassait les 20% durant les années socialistes frôle les 10% de la population active.

Tout cela explique pourquoi **Aznar est réélu avec une grande avance lors des élections de 2000.** Durant ce mandat **il est critiqué pour sa réaction poussive lors du naufrage du prestige en 2002¹¹ ou avec le soutien de l'intervention américaine en Irak en 2003 qui marque une accentuation de l'atlantisme du gouvernement.** Pourtant la situation économique reste bonne en Espagne, et même si Aznar a déclaré ne pas vouloir se présenter de nouveau aux élections de 2004, son dauphin Mariano Rajoy est donné gagnant par les différents sondages.

⁹ <https://www.elmundo.es/espana/2022/10/28/635c1045fc6c83af1e8b45e4.html>

¹⁰ <https://www.elnortedecastilla.es/valladolid/el-cronista/1996-jose-maria-20220621195733-nt.html>

¹¹ <https://www.abc.es/espana/prestige-naufragio-consecuencias-fatales-pp-20221112202304-nt.html>

LES ANNEES ZAPATERO ET LE DEUXIEME RETOUR DE LA DROITE (2004-2015)

Alors que le PP semblait se diriger vers une nouvelle victoire lors des élections de 2004, un événement propulse José Luis Rodríguez Zapatero et le PSOE en tête des votes. Il s'agit bien évidemment **des attentats de Madrid de mars 2003, attentats islamistes les plus meurtriers en Europe depuis de nombreuses années**. Cela fait échos à l'intervention espagnole en Irak, intervention soutenue par le chef de file du PP alors que la grande majorité des Espagnols y est opposée¹². Pour maquiller sa responsabilité, le gouvernement accuse de manière hâtive ETA, un groupe terroriste séparatiste basque. De plus, Aznar cherche à influencer les principaux journaux espagnols en demandant qu'ils accusent les basques dans leurs journaux. **Cet épisode est vu comme une tentative de manipulation de l'opinion par une majorité des Espagnols**¹³.

Ainsi, **la gauche menée par José Luis Zapatero sort vainqueur de ces élections**¹⁴. Zapatero bénéficie du soutien sans participation de Izquierda Unida (extrême gauche), de la gauche républicaine catalane (ERC) des Verts catalans ainsi que de différents partis régionalistes. Le gouvernement est le premier de l'histoire espagnole étant paritaire (8 hommes et 8 femmes).

Le premier gouvernement Zapatero peut être vu comme marquant une rupture par rapport à l'histoire politique espagnole mais il restera dans l'histoire également pour son caractère clivant. **Les thèmes principaux sont politique internationale, éducation et réformes de société.**

Sur l'international, **il faut noter le retrait des troupes espagnoles d'Irak qui est décidé dans les mois suivant l'arrivée au pouvoir du**

¹² <https://cnnespanol.cnn.com/2023/03/20/20-anos-de-la-guerra-en-iraq-quienes-apoyaron-la-invasion-y-quienes-no-orix/>

¹³ https://www.lasexta.com/noticias/nacional/19-anos-11m-mayor-masacre-terrorista-espana_20230311640c717f96c07c00017afe0f.html

¹⁴ <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/03/14/enespecial/1079289179.html>

gouvernement socialiste qui ne dispose que d'une majorité relative¹⁵. De plus, Zapatero se montre en pointe sur les questions européennes, avec **la défense du traité pour une Constitution européenne, approuvé par une large majorité d'Espagnols après un référendum**. Zapatero se montre moins atlantiste que son prédécesseur, ce qui marque un temps d'arrêt dans les relations Madrid-Washington. Toujours en opposition avec Aznar, il tente de renouer avec les pays du Maghreb ou certains pays latino-américains comme le Venezuela d'Hugo Chavez ce qui marque encore une fois une rupture sachant que le gouvernement précédent avait poussé une tentative de coup d'Etat contre lui. Il lui a souvent été reproché de régulariser un nombre important de migrants¹⁶, allant contre ses alliés européens et déstabilisant d'avantage le continent.

En termes d'éducation, **il a poursuivi une politique de réduction du poids de l'enseignement religieux à l'école mais aussi son travail pour la mémoire historique et l'importance donnée au rétablissement de la vérité concernant le franquisme**. Il fait passer en 2006 la loi de Memoria Histórica qui participe à rétablir la vérité sur le franquisme, en rétablissant la mémoire des victimes dont les corps se trouvant encore pour certains dans des fosses communes sont déplacés vers des lieux plus dignes¹⁷. De même le symbolique franquiste est attaqué car participant à normaliser cette période sombre de l'histoire espagnole. Ainsi des statues de Franco ou de Primo de Rivera sont déboulonnées en catimini pour aller dans le sens du discours socialiste. Le gouvernement de Zapatero sera ainsi vu comme sectaire, utilisant à des fins politiques une période douloureuse de l'histoire et rouvrant des plaies non refermées. Pour Zapatero, l'Espagne était assez mûre pour revenir sur ces épisodes et cela allait dans son intérêt, 30 ans après la mort du Caudillo et alors que la transition démocratique s'était faite en passant sous silence la période de la guerre civile.

¹⁵ https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/04/19/zapatero-ordonne-le-retrait-des-troupes-espagnoles-d-irak_361581_1819218.html

¹⁶ https://www.infolibre.es/politica/papeles-zapatero-regularizo-bloque-aznar-ministro-rajoy_1_1161450.html

¹⁷ <https://www.elindependiente.com/opinion/2022/07/05/ley-memoria-triunfo-sectarismo-exito-zapatero/>

Mais **le premier gouvernement Zapatero restera dans l'histoire espagnole comme étant celui ayant fait légaliser le mariage homosexuel**, et faisant ainsi de l'Espagne un des premiers pays européens ayant sauté le pas après les Pays-Bas et la Belgique. Cela est d'autant plus surprenant qu'historiquement l'Espagne était un des pays les plus conservateurs et catholiques d'Europe, plus célèbre pour son Inquisition que pour ses valeurs progressistes. C'est en 2005 que les Cortes Generales approuvent le droit au mariage pour les personnes de même sexe. Cette nouvelle loi, qui était un des axes de campagne du PSOE en 2004, accorde aux couples mariés de même sexe les mêmes droits que les couples mariés hétérosexuels (allant jusqu'à l'adoption sous conditions)¹⁸. Avec cette décision, **Zapatero veut être reconnu comme un Président du Gouvernement progressiste et faisant de l'Espagne un pays en pointe sur ces questions sociétales**. Pourtant même si la loi a été adoptée, les mentalités en Espagne n'ont pas radicalement changé et elle a rencontré une opposition forte avec l'Église Catholique ou le PP.

En 2008, Zapatero remporte une nouvelle fois les élections, mais constitue une nouvelle fois un gouvernement qui ne dispose que de la majorité relative aux Cortes¹⁹. **C'est durant cette seconde législature que la question économique va prendre en importance et constituer un véritable fardeau pour Zapatero**.

Alors que l'Espagne est durement touchée par la crise financière de 2008, **il va multiplier les investissements et les aides pour tenter d'aider l'économie nationale**. Mais tout cela ne se montre guère efficace si ce n'est pour augmenter la dette et quelques mois plus tard **il doit se résoudre à adopter les premières mesures d'austérité**. Son action, couplée à une forme d'inaction pour stopper la folie dépensière espagnole, va participer à enfoncer le pays dans la spirale de la dette et va préparer le pays pour être

¹⁸ <https://www.france24.com/fr/20130131-tres-catholique-espagne-mariage-gay-est-entre-moeurs-homosexualite-pma-adoption-zapatero-eglise>

¹⁹ https://elpais.com/elpais/2008/03/10/actualidad/1205140617_850215.html

touché de plein fouet par la crise des dettes souveraines. Zapatero va devoir affronter les premiers effets de la grave crise économique et monétaire qui touche encore l'Espagne aujourd'hui. Le virage de l'austérité l'a rendu terriblement impopulaire²⁰.

Ne souhaitant pas se représenter, Zapatero voit le ministre Alfredo Pérez Rubalcaba être choisi comme leader du PSOE. Il va dissoudre les Cortes en 2011 mais sera tenu en retrait de la campagne par le leader socialiste car très impopulaire. Lors des élections de novembre c'est Mariano Rajoy et le PP qui arrivent en tête des élections. **Après deux échecs, Mariano Rajoy devient finalement Président du Gouvernement car le PP dispose de 185 députés sur 350 et est ainsi en mesure de gouverner seul**²¹.

La droite est donc revenue au pouvoir pour la seconde fois depuis la fin du franquisme et Rajoy touche enfin au but même s'il se retrouve à la tête d'un pays en crise. Il est conscient qu'il ne pourra pas réaliser de miracles étant donné l'état dans lequel le pays se trouve, par exemple le chômage dépasse les 20% de la population active. Son mandat est donc synonyme de plus d'austérité avec la hausse des impôts en 2012 et 2013 mais avec une revalorisation des retraites ou l'étendue de la TVA à taux réduit²².

En arrivant au pouvoir, Mariano Rajoy savait qu'il ne serait pas en mesure de porter d'importantes réformes et que son mandat serait consacré à la gestion de la crise. Il va multiplier les coupes budgétaires, gelant l'embauche de nouveaux fonctionnaires ainsi que l'augmentation annuelle du salaire minimum, une première depuis 1966.

La seule mesure de société notable de Rajoy est la diminution de la période maximale pour avorter. Une mesure qu'il défend depuis 2004 et les premières élections qu'il a mené en tant que chef de file du PP. Il jugeait

²⁰ <https://www.rfi.fr/fr/europe/20101201-espagne-zapatero-mise-fois-relance-austerite>

²¹ <https://www.rtve.es/noticias/20111120/rajoy-logra-historica-mayoria-absoluta-186-diputados-psoe-se-hunde-110/476868.shtml>

²² <https://www.20minutos.es/noticia/3360265/0/rajoy-balance-gestion-economica-pais/>

cette mesure criminelle et ne supportait pas voir l'Espagne être devenue si libérale sur ces questions.

Son premier mandat fut aussi marqué par les nombreuses affaires de corruption visant des cadres du PP. Une des affaires notables dans laquelle Rajoy fut mêlé est l'affaire Barcenas de comptabilité parallèle au sein du PP depuis le début des années 1990²³. Des cadres du PP, dont le Président du Gouvernement, sont accusés d'avoir reçu des paiements en liquide en complément de leurs salaires. L'affaire Gürtel²⁴ a également participé à faire monter le désamour envers les politiques. Dans cette affaire qui touche principalement les régions de Madrid et Valence, des ténors du PP sont accusés d'avoir reçu des pots de vin en échange de l'attribution de marchés publics. Rajoy fut épargné lors de cette affaire, mais tout ceci conduisit à la perte de la communauté valencienne par le PP lors des élections de 2015.

Même s'il a été bousculé par les différents scandales, **Rajoy a réussi à limiter les effets de la crise économique en Espagne.** Mais le désamour envers les politiques historiques et le bipartisme n'a fait que grandir durant son premier mandat. Ainsi il dut faire face au mouvement des Indignados²⁵ et la création de nombreux partis politiques pour agrandir l'offre politique. **Ainsi en 2013 le parti d'extrême droite néo-franquiste Vox vit le jour avec à sa tête Santiago Abascal, ancien du PP**²⁶. En 2014, c'est le parti Podemos (qui deviendra Unidas Podemos et a été absorbé dans Sumar il y a quelques semaines) qui fut créé par Pablo Iglesias pour porter des idées de gauche radicale²⁷. Le parti libérale Ciudadanos qui avait été créé en 2006 en

²³ https://www.lasexta.com/programas/el-intermedio/revista-medios/el-resumen-del-culebron-caso-barcenas-los-nombres-de-los-implicados-y-las-cantidades-de-dinero-de-los-sobres-del-pp_202103096047edcc5333a40001b77e70.html

²⁴ <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-44337117>

²⁵ <https://www.swissinfo.ch/spa/afp/diez-a%C3%B1os-del-movimiento-de-los-indignados-en-espa%C3%B1a--una-nueva-forma-de-protesta-que-reson%C3%B3/46615922>

²⁶ <https://www.libertaddigital.com/espana/politica/2014-01-14/nace-el-partido-politico-de-abascal-y-ortega-lara-1276508230/>

²⁷ <https://elordenmundial.com/hoy-en-la-historia/17-enero/17-de-enero-de-2014-surge-en-espana-el-partido-politico-podemos-liderado-por-pablo-iglesias/>

Catalogne commença à se développer dans toute l'Espagne dès 2013 sous l'influence d'Albert Rivera.

LE SECOND GOUVERNEMENT RAJOY ET LA CRISE POLITIQUE PERMANENTE (2015-2023)

L'impopularité des partis traditionnels PP et PSOE, couplée à la crise économique et sociale a vu la montée de certains nouveaux partis.

Ainsi à quelques semaines des élections générales les partis Podemos et Ciudadanos étaient donnés à 18% ou plus des intentions de vote. Le parti libéral étant vu comme le possible troisième parti d'Espagne, talonnant l'historique PSOE. Lors de ces élections, le parti socialiste était mené pour la première fois par Pedro Sánchez.

Les résultats définitifs de ces élections ont confirmé le changement de paradigme en Espagne et l'installation de la crise politique. **Le Parti Populaire de Mariano Rajoy est certes arrivé en tête mais seulement avec 28,71% des voix soit une baisse de 16% par rapport à 2011.** Le PSOE de Pedro Sánchez accuse aussi une certaine baisse en comparaison avec 2011 (-7%). Ciudadanos, qui était donné à plus de 20% des intentions de vote s'est littéralement effondré dans les derniers mètres mais a réussi à recueillir 14% des voix. Podemos a enfin recueilli près de 21% des suffrages, en faisant le troisième parti d'Espagne. Après cette élection, Vox est resté marginal n'enregistrant que 0,25%²⁸.

Faute de pouvoir trouver une entente, **de nouvelles élections sont convoquées pour juin 2016, six mois après les dernières.** Lors de ce scrutin, les rapports de force n'évoluèrent pas même si les partis dits historiques rassemblèrent davantage de voix. Le PP est arrivé en tête avec 33% des suffrages, le PSOE deuxième avec 22,6% (légère embellie), Podemos avec 21,15% et Ciudadanos avec 13% des voix. Vox n'a recueilli que 0,2% des voix²⁹.

²⁸ https://elpais.com/elpais/2015/12/16/media/1450295715_624988.html

²⁹ <https://resultados.elpais.com/elecciones/2016/generales/congreso/>

Ainsi Mariano Rajoy bien qu'arrivé en tête a dû pactiser avec d'autres partis pour gouverner. Ce fut le cas grâce au soutien sans participation de Ciudadanos et de certains régionalistes, et après une période de crise politique, Rajoy fut investi le 31 août 2016 comme Président du gouvernement³⁰. La politique de ce nouveau gouvernement Rajoy ne va pas foncièrement évoluer par rapport à celle de la dernière.

Ce second gouvernement Rajoy sera marqué par la crise catalane et par le référendum d'indépendance organisé par Carles Puigdemont en 2017. Malgré la victoire écrasante du oui au référendum interdit par Madrid et la proclamation de l'indépendance par le président de la Generalitat, **rien n'arrive et comme prévu la Catalogne reste espagnole**³¹. Carles Puigdemont fuit l'Espagne pour échapper à la justice et n'a toujours pas été arrêté et de nombreux leaders indépendantistes sont arrêtés³².

Par ailleurs il faut signaler que **Mariano Rajoy va devenir le premier (et seul aujourd'hui encore) premier ministre ayant été renversé par une motion de censure**³³. Celle-ci se déroule en 2020 après que Pedro Sánchez l'ait déposée au motif de l'affaire Gürtel après la condamnation du PP par l'Audiencia Nacional dans cette affaire de corruption³⁴. Elle va être adoptée de justesse, grâce à Ciudadanos qui fait faux bond à son allié de droite.

Ainsi **en 2020, Pedro Sánchez devient président du gouvernement alors qu'il n'est soutenu que par le PSOE aux Cortes**³⁵. C'est la première

³⁰

<https://www.lamoncloa.gob.es/presidente/actividades/Paginas/2016/22102016investidura.aspx>

³¹ <https://www.economist.com/the-economist-explains/2017/09/26/why-the-referendum-on-catalan-independence-is-illegal>

³² https://www.washingtonpost.com/world/catalan-separatist-leadercarles-puigdemont-arrested-in-germany/2018/03/25/d339fac0-3022-11e8-94fa-32d48460b955_story.html

³³ https://www.francetvinfo.fr/monde/espagne/espagne-le-renversement-de-rajoy_2782469.html

³⁴ <https://elpais.com/especiales/caso-gurtel/cronologia/>

³⁵ <https://www.trt.net.tr/espanol/espana-y-america-latina/2018/06/02/pedro-sanchez-jura-su-cargo-de-presidente-del-gobierno-984331>

fois de l'histoire espagnole que le gouvernement n'est pas issu du premier parti au Parlement. Ce gouvernement est aussi le plus féminisé de l'histoire espagnole et mondiale avec une majorité de femmes.

Ne disposant pas de majorité aux Cortes et entretenant des rapports complexes avec les autres partis espagnols, il est incapable de gouverner correctement et doit négocier âprement chacun des textes. Pour parvenir à ses fins, **le gouvernement choisi de mener de front des réformes sociales et sociétales afin de ne froisser personne et de gagner des points dans l'opinion.** C'est ainsi que Pedro Sánchez a décidé de terminer l'œuvre de Zapatero en termes de mémoire historique en ordonnant le déplacement de la dépouille de l'ancien dictateur Francisco Franco. Son cercueil est donc enlevé du monument de Valle de los Caídos pour être ramené à Madrid dans un cimetière³⁶.

Le salaire minimum est aussi augmenté de 22% et l'inflation baisse dans le pays sous son premier gouvernement. Ces résultats économiques positifs et sa politique dépensière lui attire la sympathie de l'électorat alors que tout cela tranche avec l'austérité installée par son prédécesseur. La croissance économique est même de retour en Espagne, mais nous pouvons dire que Sánchez a bénéficié de la politique de Rajoy qui a préparé le terrain pour cette embellie.

Mais **le projet de loi de finances pour l'année 2019 présenté par le gouvernement est rejeté par les députés 8 mois après l'arrivée de Sánchez au pouvoir** et ainsi il décide de demander au roi de dissoudre l'Assemblée³⁷. De nouvelles élections ont lieu en avril 2019.

Lors de ces élections anticipées le PSOE enregistre un gain important et arrive en tête des suffrages, pourtant aucune majorité claire ne ressort de ces élections. Le seul fait important lors de ces élections est

³⁶ <https://www.bbc.com/afrique/45296166>

³⁷ <https://www.france24.com/fr/20190213-espagne-independantistes-catalans-pdcat-budget-espagnol>

l'émergence de Vox et de l'extrême droite en Espagne, qui passe de 0,2 à plus de 10% et s'installe comme la 5^{ème} force politique du pays.

Devant l'incapacité du Congrès de nommer un nouveau chef de gouvernement, le roi Philippe VI décide de convoquer de nouvelles élections pour novembre 2019. Lors de ce scrutin il faut noter **la nouvelle hausse de Vox, qui recueille plus de 15% des voix et compte 52 députés aux Cortes, ce qui en fait le troisième parti d'Espagne.** Le PSOE reste le premier parti d'Espagne avec 120 députés mais est encore incapable de former un gouvernement seul. Le PP de Pablo Casado n'a pas réussi à bénéficier de la droitisation de l'électorat et ne dispose que de 89 députés³⁸. Cela peut s'expliquer par **la politique jugée centriste et libérale du chef de file du PP, qui refuse tout rapprochement avec Vox.** Il faut aussi noter la forte baisse des partis ayant émergé durant la décennie comme Podemos et Ciudadanos. Devant l'échec et la perte de 47 députés pour le parti libéral, Albert Rivera va démissionner de son poste de chef de file du parti pour laisser la place à Ines Arrimadas.

Après de longues tractations internes et des accords trouvés avec d'autres forces de gauche, **le PSOE et Unidas Podemos parviennent à un accord de gouvernement et en janvier 2020,** Pedro Sánchez est reconduit comme président du gouvernement. **C'est la première fois depuis la guerre civile qu'un gouvernement rassemblant plusieurs forces politiques arrive au pouvoir en Espagne.** Pablo Iglesias, fondateur du mouvement d'extrême gauche devient numéro 2 du gouvernement avec cet accord³⁹.

Les mesures sociales et une forte fiscalité sont imposées par ce gouvernement minoritaire mais c'est véritablement **la crise sanitaire et sa gestion chaotique qui met à mal le gouvernement.** Les lois de finances pour 2020 et 2021 sont adoptées dans la douleur et après de longues tractations et des mesures sociétales d'envergure sont poussées par le

³⁸ <https://resultados.elpais.com/elecciones/generales.html>

³⁹ <https://www.dw.com/es/espa%C3%B1a-pedro-s%C3%A1nchez-investido-presidente-del-gobierno/a-51910105>

gouvernement pour tenter de conserver une bonne image aux yeux de l'opinion.

En avril 2021, **Pablo Iglesias a décidé de démissionner de son poste de ministre pour se lancer dans la bataille des élections de la Communauté de Madrid⁴⁰**. Ce choix s'explique par **la volonté de stopper la droite et l'extrême droite dans une région où l'étoile montante du PP, Isabel Díaz Ayuso réussit des merveilles**. La Présidente sortante a par exemple bien géré la crise sanitaire en maintenant l'économie madrilène au-dessus de l'eau, ce qui explique sa grande popularité. **Elle n'a pas de problèmes à discuter avec Vox et à gouverner avec le parti conservateur**, ce qui énerve la gauche espagnole qui y voit une menace. Malgré le soutien de Jean-Luc Mélenchon, **Iglesias sera largement battu et Ayuso remportera la majorité absolue**. Après cette défaite, Iglesias va annoncer son retrait de la vie politique⁴¹.

⁴⁰ <https://elpais.com/espana/2021-03-28/la-candidatura-de-iglesias-se-impone-en-las-primarias-de-podemos.html>

⁴¹ <https://elpais.com/espana/elecciones-madrid/2021-05-04/pablo-iglesias-anuncia-su-salida-de-la-politica-tras-el-fracaso-en-madrid.html>

VERS UN TROISIEME RETOUR DE LA DROITE ET L'ARRIVEE DE L'EXTREME DROITE ?

LES ELECTIONS DU 28M ET LA DISSOLUTION

Alors que le monde entier avait les yeux rivés sur le deuxième tour de l'élection turque le dimanche 28 juin, **la 5^{ème} économie européenne organisait une double élection capitale pour son avenir**. En Espagne, se tenaient les élections municipales et régionales, et **la débâcle de la gauche a conduit à la convocation d'élections anticipées fin juillet, élections qui s'annoncent comme les plus importantes de l'année en Europe**. Le Parti Populaire (PP) est sorti comme le grand vainqueur dimanche 28, confirmant sa montée en puissance et présageant une probable victoire lors des prochaines élections générales qui pourraient changer la face du pays et du continent. Pour mieux comprendre les résultats de ces élections, il est nécessaire de revenir en arrière de quelques mois et voir l'état du pays. **Nombre de variables et d'évènements ont pu expliquer cette déroute de la Gauche qui a amené à la convocation de nouvelles élections.**

Un affaiblissement économique structurel

Le gouvernement actuel issu des élections de 2019 s'est démarqué par une impopularité forte. Ceci est dû aux mauvais résultats économiques du pays, avec **un Sanchez qui a rendu l'Espagne plus faible que quand il est arrivé au pouvoir** malgré des revenus records et une politique de la BCE et de la Commission Européenne qui ont permis un afflux d'argent record (l'Espagne fut une des grandes bénéficiaires du plan de relance européen de 750 milliards de 2020)⁴². Sous Pedro Sanchez, le pays s'est massivement

⁴² <https://www.larazon.es/economia/20220821/kubsbm5vrcubpuraw7a5uhxoi.html>

endetté⁴³, **faisant de l'Espagne l'un des pays les plus endettés de l'Union européenne (113,4% en 2022) et où le déficit budgétaire est le plus élevé (-4,8% du PIB en 2022).** Pour les électeurs tout cela compte le jour de l'élection et c'est une des raisons qui explique la convocation à la hâte de nouvelles élections, car Pedro Sanchez sait pertinemment que les indicateurs économiques ne s'amélioreront pas en quelques semaines.

Une volonté des Espagnols de tourner la page du franquisme

Pour faire illusion, et s'assurer que les électeurs ne s'éternisent pas sur son bilan économique, **le gouvernement a multiplié les lois progressistes et de société pour tenter de plaire à sa base et son électorat historique.** En début d'année le changement de genre a été rendu légal dès 16 ans par le gouvernement⁴⁴, un classique de la gauche espagnole qui tente de marcher encore une fois dans les pas de Zapatero qui a réussi à masquer son incompétence au niveau économique pour se faire réélire en 2008. De même, le gouvernement a fait enlever le cercueil de José Antonio Primo de Rivera du mausolée de Valle de los Caídos quelques jours avant les élections⁴⁵. Primo de Rivera est le fondateur de la Phalange espagnole et vu comme le père du fascisme espagnol, il été enterré au même endroit que Franco dans une mausolée construite par des prisonniers nationalistes après la victoire de Franco en 1939. Ainsi après le retrait du cercueil de Franco, ce fut au tour de l'ancien leader fasciste de voir son cercueil déplacé dans une énième tentative de Pedro Sanchez pour cliver d'avantage et plaire à un électorat extrême. Là encore, il s'inscrivait dans les pas de Zapatero et usait d'un stratagème qui lui a permis de se maintenir au pouvoir en 2019, jouant de l'importance de la mémoire historique et de la guerre civile pour de nombreux espagnols. Pour autant, les mêmes causes ne produisant que

⁴³⁴³ https://www.larazon.es/economia/pedro-sanchez-dispara-deuda-publica-mas-303000-millones-cuatro-anos_2023042264431d827f1ecd00019b1eb7.html#:~:text=Pedro%20S%C3%A1nchez%20dispara%20la%20deuda,303.000%20millones%20en%20cuatro%20a%C3%B1os

⁴⁴ <https://www.lefigaro.fr/international/l-espagne-s-apprete-a-adopter-une-loi-sur-les-droits-des-transgenres-20230216>

⁴⁵ <https://www.courrierinternational.com/article/memoire-apres-franco-le-corps-de-primo-de-rivera-pere-du-fascisme-espagnol-va-etre-exhume>

rarement les mêmes effets, cette tentative s'est montrée vaine pour regagner le cœur des Espagnols.

Une Espagne sous Sanchez inaudible sur le plan international

Dans ce même objectif, Pedro Sanchez s'est rendu en Ukraine le 1^{er} juillet⁴⁶ afin de se montrer comme le candidat le plus au fait des événements internationaux. Ce stratagème a été utilisé par Emmanuel Macron avant lui par exemple et semble un acte désespéré. De même, il semble possible que le Président du Gouvernement cherche à instrumentaliser la présidence espagnole de l'Europe pour tenter de se distancer de ses concurrents...

Mais si Sanchez a réussi à se maintenir au pouvoir, **il a surtout bénéficié de la faiblesse de la droite.** Pour autant dans les mois avant l'élection le PP s'est recentré et a surtout bénéficié de l'offensive des présidents des communautés de Galice et de Madrid au sein du PP afin de se débarrasser de Pablo Casado qui n'avait jamais réussi à faire profiter à la droite de la mauvaise passe traversée par le PSOE. En s'assurant qu'il n'occupe plus la tête du Partido Popular, Feijóo et Ayuso ont réussi un coup de maître et ouvert la voie à une marée bleue. En effet les différents sondages d'opinions donnaient la droite en tête des élections régionales et municipales du 28 M (en Espagne les différentes élections ou événements importants sont souvent désignés de la sorte, avec le jour suivi de la première lettre du mois). Comme nous pouvions nous y attendre, la soirée électorale en Espagne a accouché d'une double victoire pour le Parti Populaire qui l'a emporté lors des élections municipales, raflant de nombreuses villes et en sécurisant d'autres, mais aussi en arrivant au pouvoir dans la majorité des régions autonomes mises en jeu.

Pour les élections municipales, **le PP est arrivé en tête au niveau national avec 31,5% des voix, devant le parti socialiste (PSOE) pourtant au pouvoir et qui avait remporté les dernières élections municipales qui s'étaient tenues en 2019.** Le PP enregistre même une hausse de 10 points par rapport

⁴⁶ <https://www.france24.com/en/europe/20230701-%F0%9F%94%B4-live-zelensky-praises-spanish-pm-s-extremely-symbolic-ukraine-visit>

à ce dernier scrutin, de bonne augure avant les élections générales anticipées alors que les premiers sondages donnent la droite grande gagnante. De nombreuses grandes villes sont passées sous giron du PP, comme Valence la troisième ville du pays qui était tenue par les libéraux ou Séville, cinquième ville du pays tenue auparavant par le PSOE. La droite a également pris Murcie, Palma de Mallorca, Valladolid ou Grenade au PSOE. Le PP a également sécurisé de nombreuses grandes villes comme Madrid, Saragosse ou Alicante. Ce scrutin qui se tenait sur l'ensemble du territoire montre l'étendue de l'avance du PP au niveau national. Ce scrutin a aussi permis de concrétiser la chute de la Gauche globalement, le PSOE mais aussi Podemos ainsi qu'Izquierda Unida, ou les nationalistes catalans de l'ERC (Esquerra Republicana, gauche) ou de JxCat (Junts per Catalonia, parti de Centre Droit de l'ancien président de Catalogne Carles Puigdemont).

Mais cette soirée restera amère pour le parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au pouvoir qui doit se remettre en cause et espérer une baisse de régime à droite en vue des élections de juillet. Même si le PSOE reste stable en termes de pourcentages de voix lors des municipales (28,11% contre 29,3% en 2019) il perd de nombreuses villes majeures et voit sa position rendue instable dans d'autres villes. À côté de cette débâcle, le PSOE peut se targuer d'avoir pris la mairie de Barcelone après 12 ans d'absence et de gouvernement de la gauche radicale d'Ada Colau. Mais dans ce cas le PSC (branche catalane du PSOE jouissant d'une plus grande autonomie) a dû construire un accord contre nature avec le PP local qui a doublé son nombre de sièges. Les villes catalanes de Lleida et Tarragone tenues auparavant par les nationalistes de l'ERC sont maintenant contrôlées par le PSC ce qui montre un recul de l'indépendantisme en Catalogne, près de 6 ans après l'épisode de l'Indépendance déclarée par Carles Puigdemont.

Lors des élections régionales 12 régions sur les 17 que comptent l'Espagne étaient remises en jeu, ainsi que les assemblées régionales de Ceuta et Melilla. Avant ce 28 mai, la droite ne contrôlait que les régions de Madrid et de Murcie ainsi que l'assemblée de Ceuta mais un véritable raz de marée bleu a permis de changer considérablement la carte électorale

espagnole. En effet la droite est arrivée en tête dans 8 de ces régions et devrait toutes les contrôler.

Les villes de Ceuta et Melilla ont été remportées par le PP et on peut dire que le scandale d'achat de voies par le PSOE à Melilla⁴⁷ n'a pas aidé le parti au pouvoir au niveau national à se refaire une santé. Comme on pouvait s'y attendre, Isabel Diaz Ayuso fut réélue triomphalement dans la région de Madrid pour un nouveau mandat et celle-ci peut désormais se passer du soutien de Vox pour gouverner. Ce fut aussi le cas dans la région de Murcie même si le soutien de Vox sera encore nécessaire pour gouverner.

Mais la surprise est venue de la victoire du PP dans certaines régions où on ne les voyait pas arriver en tête. Ainsi sur les douze régions autonomes mises en jeux, le PP en a gagné sept. Dans la région de Rioja, le PP a remporté la majorité absolue et pourra gouverner seul. Un des faits marquants de la soirée fut le retour de la région valencienne dans le giron de la droite, après la perte de ce bastion du PP en 2015. En effet les fameux accords du Botanic n'ont pas pu se voir réitérés et malgré la perte de cette région après les affaires de corruption et notamment l'affaire Gürtel la droite est au retour au pouvoir dans cette région autonome stratégique.

Le PP est également parvenu à arriver en tête des votes en Estrémadure, région la plus pauvre d'Espagne et réputée imprenable pour la droite. Les négociations avec Vox dans la région ont été très compliquées mais finalement la droite devrait gouverner cette région plus que ce gain d'une autre région autonome, le parti de Feijóo ne peut que se féliciter d'avoir monté de la sorte dans la région. En Cantabrie, le parti régionaliste au pouvoir et plus proche du PSOE (PRC) a reconnu sa défaite et annoncé soutenir à contre cœur le PP au niveau régional pour éviter l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans la région.

⁴⁷ <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/espagne-arrestation-de-plusieurs-personnes-soupconnees-de-fraude-electorales-a-melilla-20230523>

La droite a également arrivé en tête aux Îles Baléares et après de longues négociations, il faut annoncer que Vox allait s'abstenir lors du vote d'investiture de la tête de liste du PP contre une présence au conseil.

Enfin aux Îles Canaries la droite ne l'a pas emporté, mais a effectué une percée impressionnante qui a permis de contrer l'influence du PSOE dans la région alors qu'ils ne seront pas en mesure de se maintenir au pouvoir à las Palmas de Gran Canaria.

Pour la gauche, la soirée fut horrible avec de nombreuses pertes et une majorité absolue seulement sécurisée en Castille la Manche alors qu'ils pourraient se maintenir aux Asturies, en Aragon, en Navarre et donc en Estrémadure. Malgré ces gains relatifs, il faut se rendre à l'évidence et reconnaître que la droite est véritablement la grande gagnante de ce scrutin régional.

Finalement la droite contrôle donc 10 régions autonomes sur 17 actuellement (en ajoutant l'Andalousie, la Galice et la Castille et Léon qui n'étaient pas mises en jeu). Les régions de Catalogne et du Pays Basque étant des cas particuliers que les partis traditionnels ne peuvent pas imaginer récupérer. Ce résumé montre l'étendue de la victoire de la droite ce 28 mai.

Mais la grande gagnante de cette soirée électorale est sans aucun doute Isabel Díaz Ayuso la présidente de la Communauté de Madrid, triomphalement réélue à la tête de la Communauté autonome. Nous l'avons vu tout sourire au siège du parti Calle Genova à Madrid, fêtant cette victoire sans précédent en compagnie du Président du PP, Alberto Núñez Feijóo, comme pour montrer toute l'importance qu'elle a pris au sein du parti depuis quelques années. Après de dernières élections victorieuses, qui l'ont vu conserver le pouvoir au nez et à la barbe de l'ancien ministre d'extrême gauche Pablo Iglesias, soutenu par Jean-Luc Mélenchon, elle a fait encore mieux en remportant la majorité absolue des sièges dans cette région espagnole clef. Avec Feijóo, elle est parvenue à insuffler un nouveau souffle

à la droite espagnole, qui est désormais décomplexée et assume une ligne moins centriste, forme de rupture avec les années de vaches maigres que le PP a connu sous la présidence de Pablo Casado. C'est cette dynamique que le premier ministre Pedro Sanchez a voulu rompre en convoquant des élections anticipées lundi 29 mai.

LA GAUCHE PLUS AFFAIBLIE ET DIVISEE QUE JAMAIS

Comme nous avons pu le voir, le PSOE a enregistré une double défaite lors des élections qui se sont tenues le 28 mai et tout cela est de très mauvais augure pour les prochaines élections générales alors que la gauche apparaît plus divisée que jamais. Si Pedro Sánchez est parvenu à se maintenir au pouvoir après les nombreuses élections générales de 2019 qui n'ont pas permis l'émergence de majorité au Parlement, il l'a dû au soutien de la gauche radicale de Podemos qui lui a permis de se rapprocher de la majorité absolue. Sur chacun de ses textes il a par ailleurs dû négocier avec les différents petits partis constituant les Cortes pour s'assurer que ses propositions allaient passer.

Pourtant durant tout son second mandat, quand il a dû composer avec un gouvernement de coalition, l'extrême gauche de Podemos lui a souvent joué des tours remplissant le rôle de trouble-fête officiel. La cohabitation entre les deux, n'a jamais été facile et devant l'échec annoncé des élections générales du 23J, Sánchez cherche à se distancer de ses partenaires de coalition pour le moins encombrants.

Le dernier remous en date au sein de la coalition gouvernementale arriva avec le débat sur la loi de liberté sexuelle et le principe de *si es si*⁴⁸.

Mais il faut bien se rappeler que ni la gauche ni le PSOE n'ont jamais été particulièrement populaire dans le pays depuis la chute de Mariano Rajoy et jamais cette coalition de gauche n'a réussi à faire consensus en

⁴⁸ https://www.eldiario.es/politica/sanchez-segunda-ruptura_1_10263657.html

Espagne. Preuve en est la lente perte de vitesse de Podemos dans les élections successives de 2016, avril 2019 et novembre 2019, passant d'un pic de 21,15% des voix en 2016, à 14,32% puis 12,86% en 2019. En étant au pouvoir Podemos a accéléré cette chute, se confrontant à l'exercice du pouvoir et à la dure réalité d'un parti politique qui ne peut se limiter à faire du bruit et critiquer pour exister mais doit offrir des réponses cohérentes.

Preuve en est le scrutin pour les élections de la communauté de Madrid, quand le chef de file d'Unidas Podemos et vice-président du gouvernement s'est lancé dans la course pour tenter de battre la présidente sortante Isabel Diaz Ayuso. Il pensait pouvoir se servir de sa grande notoriété pour faire gagner les idées de gauche radicale, bien mal lui en a pris. En effet plus que la défaite, d'Iglesias, les gens retiennent le score pitoyable qu'il a enregistré, forme d'insulte alors qu'il avait énormément pesé sur la vie politique nationale depuis 2019. Lors de cette élection il n'a recueilli que 7,24% des voix, bien loin derrière le PP ou le PSOE, dépassé par Vox ou Más Madrid, le parti d'un ancien chef de file d'Unidas Podemos, Iñigo Errejón.

Durant les 3 dernières années, Unidas Podemos a été cantonné à servir de faire valoir de gauche radicale au PSOE, n'obtenant que des postes sociaux et ne servant qu'à la défense de lois sociétales. Tout ceci compte pour les Espagnols qui voient un parti incapable d'offrir des réponses cohérentes à des problèmes graves et n'étant même pas mis à profit pour les réponses à celles-ci.

De plus on peut dire qu'Unidas Podemos a clairement souffert de la division à gauche, ce qui a amené à déstabiliser la gauche toute entière. La première scission notable eu lieu en 2018, quand Iñigo Errejón, alors vu comme numéro 2 du parti décida de quitter son compagnon de lutte Pablo Iglesias. On a pu parler de brouilles entre les deux anciens amis, de divergences politiques irréconciliables ou de la préférence de Pablo Iglesias pour sa concubine de l'époque, Irene Montero. Par ses vues moins extrêmes et plus rationnelles, Más País (qui se transforme en Más Madrid lorsqu'il se présente à Madrid) a attiré un grand nombre d'électeurs déçus de Pablo

Iglesias. Más País n'est jamais parvenu à dépasser Unidas Podemos en termes de voies au niveau national (mais à Madrid oui grâce à un ancrage régional plus important) pour autant il a participé à affaiblir Unidas Podemos et la Gauche espagnole.

Une autre scission d'envergure est arrivée fin mars 2022 avec le lancement Sumar par la seconde vice-présidente du gouvernement et ministre du travail et de l'économie sociale Yolanda Diaz. Celle-ci est extrêmement populaire chez les électeurs de gauche et ce mouvement politique, devenu parti politique cette année est clairement une épine dans le pied d'Unidas Podemos et du gouvernement. En effet ce mouvement se veut lui aussi de gauche radicale, se réclame du féminisme et du progressisme mais à la différence d'Unidas Podemos est pro-européen⁴⁹.

Finalement Yolanda Diaz a eu la peau d'Unidas Podemos, le parti étant dissout dans la nouvelle entité début juin 2023. La réussite de Diaz est totale car elle a réussi à fédérer les différentes forces de gauche radicale du pays au sein d'une même coalition (ce qui n'était pas arrivé depuis les années 1930). Cette union a été obtenue dans la douleur, alors que ses anciens amis d'Unidas Podemos ne voulaient pas brader la peau de leur parti et ont tenté de mettre des bâtons dans les roues de Diaz. Ainsi la question de la place d'Irene Montero dans l'organigramme du parti fut problématique, alors que Diaz n'en voulait pas connaissant son animosité à son égard, alors que les leaders d'Unidas Podemos ne voulaient pas en découdre. Finalement Yolanda Diaz a remporté la partie et c'est le pragmatisme qui l'a emporté, avec Unidas Podemos dissout dans Sumar et une coalition de gauche radicale rassemblant aussi Más País ou Izquierda Unidas par exemple.

Tous ses efforts ont payé car dans les différentes enquêtes d'opinion le parti de Yolanda Diaz est crédité d'un nombre de sièges équivalent à celui

⁴⁹ <https://www.psa.ac.uk/psa/news/after-podemos-yolanda-d%C3%ADaz%E2%80%99s-post-populist-project-spain>

de Podemos lors des élections de novembre 2019⁵⁰. Pour autant il semble peu probable que la gauche et l'extrême gauche parviennent à obtenir une majorité absolue après les élections du 23J.

Ainsi Pedro Sánchez s'est distancié de ses alliés de gouvernement, voulant sembler moins clivant et extrême. Ainsi il s'est efforcé de se montrer avec la présidence espagnole du conseil européen depuis le premier juillet. Il s'est aussi distingué par sa récente visite en Ukraine pour soutenir Volodymyr Zelensky et pour se montrer en phase des avis d'autres pays occidentaux quelques jours avant un sommet de l'OTAN important. En définitive il veut se montrer comme un personnage important sur la scène internationale, comme quelqu'un d'écouté et ayant une vision sur le plan géopolitique.

De plus Sánchez tente de se raccrocher aux bons chiffres du chômage en Espagne dont le taux de chômeurs est au plus bas depuis 2008⁵¹. Le chômage des jeunes a aussi considérablement baissé, ce qui rajoute au bilan de Sánchez et Díaz alors que les indicateurs économiques ne sont pas tous en leur faveur. Nous pouvons également remettre en cause la véracité de ces chiffres, notamment mettre en parallèle avec cela les chiffres de la création d'emplois qui ne sont pas flatteurs mais il faut reconnaître que le tout est là. On peut aussi se questionner et se demander si c'est dû à l'action de l'actuel gouvernement ou s'il faut remonter à l'activisme de Rajoy pour expliquer cette hausse...

Nous ne pouvons que signaler que cette stratégie se montre intéressante au vu des derniers sondages. En effet le PSOE perd des voix et devrait compter beaucoup moins de députés, mais il ne s'effondre pas pour autant et reste le second parti d'Espagne avec près de 28% des intentions de voix. La reconduction de l'accord de 2020 qui a permis le second mandat de

⁵⁰ <https://www.rtve.es/noticias/20230707/elecciones-generales-2023-23j-encuestas-sondeos/2448077.shtml>

⁵¹ <https://elpais.com/economia/2023-07-04/espana-registra-un-nuevo-record-de-empleo-en-junio-con-2086-millones-de-afiliados-pero-la-creacion-de-trabajo-se-ralentiza.html>

Sánchez (PSOE, Sumar ainsi qu'un grand nombre de partis régionalistes) est possible techniquement, mais il semblerait que le nombre de députés soit encore trop faible et cette fois-ci ils ne pourront pas compter sur une droite faible et divisée pour mener à bien leurs plans. Cette fois la Droite semble en mesure de tirer son épingle du jeu.

UNE VICTOIRE DE LA DROITE : COMME UNE EVIDENCE

Face à cela la droite espagnole est dans une très bonne santé, c'est une des raisons pour lesquelles Pedro Sánchez a décidé de convoquer des élections anticipées le 23 juillet. Ce choix s'explique par la croissante récente de la droite et surtout par la victoire tonitruante de celle-ci lors des élections régionales et municipales du 28 mai. Les élections étaient initialement prévues pour la fin de l'année, mais Sánchez ne voulait pas laisser aux leaders de droite autant de temps pour capitaliser sur leur victoire et générer plus de sympathie.

En effet, la droite se porte à merveille et semble en mesure de rafler la majorité absolue aux Cortes. La montée en force la plus importante est à mettre au crédit du PP, qui a réussi à gagner en popularité (pouvant passer de 89 députés à près de 140 selon les différents sondages) et a réussi à limiter l'influence de Vox et de l'extrême droite, faisant de Santiago Abascal un allié certes mais pas un incontournable car son parti devrait perdre une dizaine de députés aux Cortes selon ces mêmes sondages.

A la différence de la Gauche, la droite espagnole semble unie et un gouvernement de coalition entre Vox et le PP semble en bonne voie. Il ne fait aucun doute qu'une coalition de centre droit pourrait voir le jour en Espagne, comme on a pu le voir en Italie. À la différence des Italiens aucun accord n'a été publiquement divulgué au niveau national alors que le pays n'est pas habitué à voir des coalitions gouvernementales (la coalition actuelle est la première depuis le début de la guerre civile). La mort du parti centriste et libéral Ciudadanos qui a annoncé ne pas se présenter aux élections générales après ses mauvais résultats du 28M ouvre encore plus la

voie au PP qui n'a plus de concurrence au centre et peut se concentrer sur sa droite et sur l'attraction de nouveaux électeurs⁵².

La grande réussite du Partido Popular a été d'opérer une révolution interne, d'en finir avec la ligne de Pablo Casado (qui avait succédé à Mariano Rajoy en 2018 à la tête du PP), ligne jugée trop centriste qui a amené le parti de la Calle Genova (lieu du siège du parti) à stagner dans les intentions de voix et de faire du sur-place durant les différentes élections. Mais en 2002, une fronde interne menée par Alberto Nuñez Feijóo et Isabel Diaz Ayuso, respectivement à la tête des communautés de Galice et de Madrid, a permis un changement radical au sein du parti. Ayuso représente la jeune garde du parti, une droite décomplexée qui gagne avec des politiques libérale-conservatrices qui ont fait leur preuve à Madrid. On a souvent reproché à Pablo Casado ses excès de libéralisme et son refus catégorique de discuter avec Vox, parti qui avait pourtant le vent en poupe. Il a souvent été opposé à Isabel Diaz Ayuso, surnommée par les anglo-saxons la dame de fer de Madrid⁵³, mais celle-ci ne disposait pas de l'influence nécessaire pour le renverser.

Mais avec le soutien d'Alberto Nuñez Feijóo se fut chose faite, celui-ci étant un des ténors de la droite et président de la communauté de Galice depuis 2009, région autonome qui compte énormément à droite en Espagne. Outre Franco qui vu le jour en Galice, on peut parler de Manuel Fraga Iribarne, qui fut président de la junte de Galice entre 1990 et 2005 et fut important pour le début de carrière de Feijóo. Fraga fut aussi le créateur de l'Allianza Popular, qui devint le PP par la suite et il permit l'ascension fulgurante de José Maria Aznar, président du gouvernement de 1996 à 2004. Ainsi Feijóo a toujours gravité dans ces hautes sphères et a pu imposer sa vision au sein du parti, ce qu'Ayuso ne pouvait pas faire.

⁵² <https://elpais.com/espana/2023-05-30/la-direccion-de-ciudadanos-propondra-al-comite-nacional-no-concurrir-a-las-elecciones-generales.html>

⁵³ <https://www.thetimes.co.uk/article/isabel-diaz-ayuso-iron-lady-of-madrid-sets-her-sights-on-spains-prime-minister-pedro-sanchez-87hf2fj0d>

Feijóo est vu comme peu clivant, rassembleur et réformiste tout en étant de centre droit. Il a permis d'ouvrir la voie à Isabel Ayuso et à sa ligne et l'a placé à la tête du PP de Madrid. Les deux sont très proches, le président du PP se rendant compte qu'il dispose d'une arme de premier choix avec la très médiatique et populaire présidente de la communauté de Madrid. Ainsi on a pu les voir tout sourire le soir de la victoire du 28M, célébrant cette victoire très importante dans l'optique d'un futur gouvernement.

Porteuse d'une droite décomplexée, Isabel Diaz Ayuso n'eut aucun problème à s'appuyer sur Vox pour gouverner dans la communauté de Madrid entre 2019 et 2021. Tout ceci lui a souvent valu des critiques de la part des proches de Casado et de certains journaux libéraux nationaux ou étrangers qui l'assimilaient à un leader populiste plus proche de Meloni que de Rajoy par exemple. Pour autant, Ayuso culminait dans les enquêtes d'opinion et réussissait tout dans sa région. Ainsi sa gestion de la crise du coronavirus fut acclamée au niveau mondial et vue comme une référence libérale, alors qu'elle a réussi à préserver l'économie sans confinements excessif tout en évitant une forte mortalité. Tout cela fit de nombreux envieux en Europe alors que dans de nombreux pays l'économie était sacrifiée faute de pouvoir faire face à cette pandémie. Sa gestion fiscale fut aussi reconnue, car avec une baisse des impôts et une politique attractive elle réussit à attirer de nombreuses entreprises à Madrid.

Cette réussite insolente a fait des émules comme on a pu le voir et l'adoption de cette ligne a permis au PP de décoller dans les sondages. Sans trop en faire et en adoptant une ligne claire la différenciant de l'extrême droite, elle a pu discuter avec eux sans se compromettre. Sa victoire sans précédent lors des élections du 28M qui la verront gouverner seule avec une majorité absolue atteste du bien-fondé de sa stratégie.

Avec l'arrivée de Feijóo, un accord de gouvernement a pu être trouvé en Castille et León avec Vox, ce qui n'aurait pas été possible du temps de Casado. Il faut toutefois signaler qu'il a annoncé ne pas vouloir que de tels accords soient systématiques au niveau national, ce qui ne peut être qu'une

posture pour ne pas sembler trop extrême. De même le PP semble en mesure de gouverner avec Vox dans d'autres régions comme en Estrémadure. Les négociations ont été âpres, ce qui montre bien les divergences entre les deux partis de droite, mais surtout il n'y a eu aucun accord au niveau national mais des négociations locales.

Le fait de limiter l'influence de Vox et de l'extrême droite alors que ces idées avaient le vent en poupe durant les premières années du mandat de Pedro Sánchez est aussi une réussite à mettre au profit de la ligne Ayuso. En effet, cette ligne ne permet pas seulement d'offrir des réponses libérale-conservatrices aux problèmes actuels, ce que les populations demandent comme en atteste la droitisation de l'électorat en Europe, mais aussi de contrer l'influence grandissante de l'extrême droite.

Tout comme Nicolas Sarkozy durant la campagne de 2007, Ayuso et Feijóo n'ont pas hésité à faire leurs certaines idées défendues par Vox, renouant avec la droite espagnole traditionnelle ce qui a pu ramener certains déçus par Casado au bercail. De plus en discutant avec Vox, sans en faire une généralité ils ont montré qu'ils étaient capables d'ouverture et qu'ils n'étaient pas aveuglés par l'idéologie. En faisant un pas vers les idées défendues par Vox et vers les déçus de la droite qui votaient massivement pour Abascal, ils ont montré qu'ils pouvaient se montrer à l'écoute mais qu'une fois que les idées de Vox étaient appliquées, elles l'étaient mieux par le PP qui est plus expérimenté. Ainsi cette ligne Ayuso-Feijóo a permis de ramener un grand nombre d'électeurs à la maison et de disposer d'un navire solide et capable de mener toutes les batailles électorales.

De plus, discuter avec Vox permet de les garder dociles et d'atténuer le discours violent envers le PP et de disposer de chiens de garde de grande qualité. En effet, le parti d'Abascal va ainsi passer l'essentiel de son temps à taper sur la Gauche, ne volant pas d'électeurs au PP. Mais en agissant de la sorte ils attirent de nombreux électeurs attirés par le discours populiste et extrême, qui ont pu être séduit par le discours contestataire de Podemos mais qui n'ont pas supporté la tournure féministe du parti (visible entre

autres en 2019 avec le changement de nom du parti de Podemos [nous pouvons] à Unidas Podemos [unies nous pouvons]). Ces électeurs n'auraient pas pu être séduit par la ligne libérale-conservatrice du PP, mais s'ils votent pour Vox ils peuvent espérer attendre la majorité absolue grâce à une coalition sans pour autant se compromettre.

Le spectre de la droite espagnole est ainsi plus large sans que le PP doive se lancer dans un exercice d'équilibrisme politique ce qui nous fait dire que la machine PP est dorénavant bien rodée. Le phénomène Vox est pour le moment contenu, comme en attestent les récentes enquêtes d'opinions qui donnent le parti en perte de vitesse. De plus les élections municipales du 28M, seul scrutin s'étant déroulé sur tout le territoire ne montre pas une montée en puissance de Vox bien au contraire alors que le parti d'Abascal ne compte pas autant de conseillers municipaux que ce qu'il espérait. Ce scrutin est un très bon révélateur de l'état de force actuel à droite et peut indiquer que Vox est bel et bien contenu par le PP et ne risque pas de remettre en cause le leadership du parti traditionnel de la droite.

En définitive nous semblons nous diriger vers une victoire de la Droite lors des élections du 23 juillet et il semblerait que l'Alliance PP-Vox soit en mesure d'obtenir une majorité absolue des sièges aux Cortes, ce qui permettra de s'éviter des malentendus comme lors du premier mandat d'Aznar en 1996 qui avait dû compter sur certains régionalistes.

La droite catalane de Junts reste stable par rapports à ses résultats de 2019 et le soutien au séparatisme catalan est en véritable chute libre. Cette autre composante de la droite espagnole ne semble pas en mesure de menacer la victoire annoncée de la probable coalition PP-Vox car Junts n'a jamais pesé ailleurs qu'au Parlement de Catalogne et qu'il reste aussi opposé au PSOE qui l'a empêché de prendre certaines villes en Catalogne. Sauf retournement de dernière minute, la victoire semble promise à la droite en Espagne le 23 juillet prochain.

QUELLES CONSEQUENCES POUR L'ESPAGNE ET L'EUROPE

LES ENJEUX DE CETTE ELECTION

Cette élection sur jouera plus sur des facteurs sociétaux et identitaires que sur le plan économique. En effet sur ce point c'est le sortant Pedro Sánchez qui est bien plus en maîtrise, il peut se targuer d'un bilan le seul point sur flatteur et lequel il peut être attaqué et sur une croissance tirée par certaines communautés autonomes, par exemple Madrid. Cette région, véritable laboratoire des idées libérales-conservatrices de la droite a en effet connu une très forte croissance, y compris durant la crise du covid-19, bien plus comparativement que certaines régions ayant suivi religieusement les préceptes socialistes. Ainsi Pedro Sánchez peut être accusé d'avoir bridé l'économie espagnole alors qu'un boulevard se présentait à elle et qu'elle n'a pas profité entièrement de la situation.

L'économie espagnole se porte beaucoup mieux que celle d'autres pays européens, la croissance au premier trimestre a en effet été plus importante que prévue avec 0.6% ce qui en a surpris plus d'un et en fait un bon élève de l'Union Européenne⁵⁴. L'inflation n'a fait que baisser ces derniers mois et a été ramené en dessous de la barre symbolique des 2%⁵⁵. Il reste bien évidemment des points négatifs sur le Bilan de Pedro Sánchez et de sa ministre des finances Nadia Calviño, mais la droite semble vouloir en faire un sujet secondaire alors que la stratégie du 28M, à savoir se focaliser sur le sociétal, semble privilégiée.

⁵⁴ <https://elpais.com/economia/2023-06-23/el-ine-revisa-al-alza-una-decima-el-crecimiento-economico-del-primer-trimestre-hasta-el-06.html>

⁵⁵

https://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736176802&menu=ultiDatos&idp=1254735976607

Les points négatifs sont la dette qui doit être ramenée sous les 110% du PIB d'ici la fin de l'année mais qui pourrait menacer la croissance. Les prévisions de croissance qui sont assez décevantes jusqu'en 2025 avec des croissances entre 2 et 3% tous les ans ce qui est décevant. La crise de la consommation qui pointe le bout de son nez avec des problèmes de financement qui sera visible avec la constante augmentation des taux alors que le marché immobilier espagnol reste fragile.

Le débat du 10 juillet entre les deux prétendants au poste de premier ministre, Pedro Sánchez et Alberto Nuñez Feijóo a ainsi tourné au pugilat télévisuel. Ce débat, qui fut le seul de cette campagne express, s'est résumé à un combat de 2 heures entre les deux, avec bon nombre de punchlines. Alors que l'on pensait que Sánchez qui est plus habitué à ce genre d'exercice allait se démarquer il n'en fut rien et le premier ministre sortant s'est montré plutôt réservé et sur la défensive. Feijóo au contraire a surpris et malgré des approximations sur l'économie il s'en est mieux sorti que son adversaire et est sorti vainqueur pour beaucoup d'observateurs. Il a en effet conservé les mêmes recettes qu'en mai dernier, en attaquant le socialiste sur les questions sociétales. Sánchez espérait que la campagne tournerait autour de son bilan depuis 2018, ce qui lui plaisait au vu de l'état potable dans lequel il laisse l'Espagne, mais ce ne fut pas le cas ce qui a pu le déstabiliser.

La droite se sert du fait que le PSOE s'appuie sur l'EH Bildu (héritier de l'ETA qui menait une action armée au Pays basque il y a quelques années) ou l'ERC (gauche catalane indépendantiste) pour gouverner, ce qui ne devrait pas changer si le PSOE arrivait à refaire son retard dans les intentions de votes. Feijóo a souvent rappelé que le PSOE pactisait avec des ennemis de l'Espagne pour gouverner, pire il est coupable de nourrir ce sentiment anti-Espagne alors qu'il discute sans problème avec Bildu et des hommes politiques accusés de mauvaises actions. De plus Sánchez a modifié les lois et permis la libération d'un grand nombre de politiques catalans ayant participé de près ou de loin à la tentative de déclaration d'indépendance en 2017.

Vox a aussi choisi cette stratégie, en poussant encore plus loin la critique comme bien souvent pour l'extrême droite. C'est même devenu une de leurs affiches de campagne, où l'on voit une main affublée d'un bracelet aux couleurs de l'Espagne jeter à la poubelle le drapeau catalan, mais aussi le symbole des féministes ou le drapeau arc en ciel LGBTQI+. Ainsi en plus d'assimiler la gauche aux terroristes et aux sécessionnistes, Vox s'attaque à la défense des droits des femmes ou des personnes LGBTQI+ à qui Sánchez donne trop d'importance selon eux.

Pedro Sánchez a donc été forcé de se battre sur ce terrain, en défendant les réformes de société que son parti a mené à bien. IL accuse le PP, qui devrait s'allier avec l'extrême droite de jouer avec le feu et de vouloir ramener l'Espagne des décennies en arrière. Lors du débat télévisé Feijóo lui a rappelé qu'avec sa controversée loi sur le consentement ce sont des milliers de criminels sexuels qui ont été libérés et ne sont pas inquiétés ce qui constitue aussi une menace.

Pedro Sánchez a également cherché à jouer de sa stature internationale et de sa bonne connaissance des dossiers. En effet il bénéficie d'une très bonne image à l'étranger et surtout à Bruxelles car il est le premier chef de gouvernement espagnol à parler couramment anglais (dans sa jeunesse il a travaillé à Bruxelles en relation avec la Yougoslavie et la Serbie) et il veut se montrer comme un grand chef à la stature conséquente alors que l'Espagne préside le Conseil européen. Cette stratégie déjà utilisée par Macron l'année dernière en France ne semble pas très bien fonctionner en Espagne alors que les thèmes internationaux ne sont pas au premier plan durant cette campagne. De plus, Sánchez est vu comme hautain, narcissique et distant ce qui tranche avec son opposant réputé proche du peuple et au fait de leurs préoccupations.

Enfin la question de l'abstention reste centrale dans cette campagne, alors que ces élections ont été organisées rapidement et qu'elles tombent en plein milieu des vacances. Les Espagnols ne sont pas passionnés par ces

élections, en témoigne l'engouement créé par le débat télévisé entre les deux têtes de liste. Les votes postaux sont autorisés en Espagne et les votants ont usé de ce moyen plus que d'habitude. Ainsi la droite a accusé la gauche de vouloir fausser le résultat final et frauder en usant de son pouvoir pour faire pression sur Correos, l'entreprise postale nationale qui dépend de l'État.

En plus de tout cela un des enjeux majeurs de cette élection du 23J sont bien sûr les potentielles alliances qui vont être formées. En effet, aucun parti ne devrait disposer de la majorité absolue seul aux Cortes et devront donc s'allier avec d'autres partis⁵⁶.

À gauche, on compte sur une remontée du PSOE et à une percée inattendue de Pedro Sánchez, mais cela semble peu probable au vu des écarts actuels dans les enquêtes d'opinion. Il semble acté que le PSOE ne dispose pas de la majorité aux Cortes, mais les ténors socialistes tablent sur un effondrement du PP et qu'ils puissent compter jouer d'un parlement sans majorité claire pour réitérer le schéma actuel. Dans l'idéal les Socialistes aimeraient être en mesure de former un gouvernement avec Sumar, tout en comptant sur le soutien des régionalistes basques et catalans. Cela ne pourra fonctionner que si la somme des sièges du PP et de Vox ne dépasse pas les 175 sièges (majorité absolue). Dans ce cas, avec une dispersion importante de l'électorat ils ont plus de chances que le PP de former un gouvernement minoritaire étant donné que les socialistes entretiennent de bonnes relations avec les basques de Bildu ou les Catalans de l'ECR, à la différence du PP. Cette alliance inévitable avec la Gauche radicale de Sumar fait grincer des dents à droite, alors qu'ils sont conscients que dans ce cas de figure il y aura encore de nombreuses réformes sociétales. Pedro Sánchez ne s'en cache d'ailleurs pas, annonçant qu'il veut sauver et capitaliser sur les acquis de ses 5 ans au pouvoir, pour aller plus loin, à la différence de Vox.

⁵⁶ <https://www.rtve.es/noticias/20230714/elecciones-generales-2023-23j-encuestas-sondeos/2448077.shtml>

L'alliance entre le PP et la droite dure de Vox fait bien plus parler étant donné qu'il y a plus de chances que cela soit l'alliance gagnante après les élections du 23J. Rien n'a été signé et aucun accord au niveau national n'a été dévoilé pour ne pas froisser les électeurs, mais les configurations dans différentes communautés autonomes montrent que cela devrait se produire. La Gauche agite le spectre d'un retour de l'extrême droite près de cinquante ans après la mort de Franco pour mobiliser son électorat et refaire son retard. Elle se sert aussi de cette probable alliance pour décrédibiliser le PP et Feijóo forcés de faire alliance avec ces « infréquentables » pour gouverner. Rien n'y fait et il semblerait que les deux partis puissent rassembler la majorité absolue à eux deux. Il ne faut pas exclure de longues négociations après les élections entre ces deux partis ayant de nombreuses différences et alors que jamais une coalition de droite n'a gouverné en Espagne durant la Démocratie. Les négociations entre le PSOE et Sumar à titre de comparaison devraient durer moins longtemps alors qu'ils gouvernent déjà ensemble et que Sánchez et Díaz sont tous deux pro Union Européenne par exemple.

Si les deux partis de droite venaient à rater la majorité d'une courte tête tout ne serait pas pour autant perdu et un schéma à la Aznar de 1996 pourrait se répéter. En effet les quelques sièges leur faisant défaut aux Cortes pourraient être trouvés au niveau de la Coalition Canarienne plus proche de leurs programmes respectifs. En cas d'un manque de 10 sièges la partie pourrait se corser pour Feijóo et Abascal, ouvrant la voie au PSOE...

LA LIGNE AYUSO-FEIJOO, LA VICTOIRE DU LIBERAL-CONSERVATISME ET UNE LEÇON POUR LA DROITE FRANÇAISE

En France nous semblons avoir la droite la plus bête du monde, insapable de compter dans le débat public, alors qu'en face de nous la droite espagnole est au plus haut et pourrait accéder aux responsabilités. Cette

bonne santé pourrait donner des idées aux Républicains et à la droite française en général.

La victoire de Giorgia Meloni en Italie ne pouvait guère inspirer la droite française étant donné ses vues parfois trop extrêmes. Isabel Ayuso et Alberto Núñez Feijóo au contraire sont classés au centre droit et se démarquent par une ligne libérale-conservatrice dont les Républicains gagneraient à s'inspirer. La Présidente de la Communauté de Madrid est aussi surnommée la sauveuse de la droite espagnole par le Financial Times⁵⁷.

Ayuso s'est démarquée par sa gestion libérale de la crise du coronavirus qui a permis d'éviter plusieurs confinements ce qui a aidé l'économie madrilène. Elle a ainsi gagné un soutien important dans la population (un restaurateur a même nommé une pizza après elle preuve de sa grande popularité) alors qu'elle est vue comme celle ayant sauvé les PME locales qui n'auraient pas résisté à des confinements, la fermeture des restaurants, l'imposition d'un passeport covid ou des couvre-feux injustifiés. Bien qu'il soit difficile de prendre tout cela comme modèle pour la droite française étant donné que cette crise est derrière nous il serait bienvenu de s'inspirer de sa manière de gouverner. Elle s'est montrée pragmatique (c'est un marqueur de son action politique) et n'a pas bêtement imité d'autres régions espagnoles qui ont cherché à imiter d'autres pays et aller dans le sens du discours officiel du PSOE (ce qui a été très mauvais pour des régions comme la Catalogne ou la Communauté Valencienne par exemple). Ce pragmatisme, le fait de se montrer proche du peuple et de ses préoccupations l'a amené à réussir politiquement. Durant l'élection présidentielle française de 2022 nous avons pu voir à quel point cela est important en voyant la déroute d'Eric Zemmour qui a fait sa campagne sur la dénonciation du grand remplacement alors que Marine Le Pen s'est concentrée sur le pouvoir d'achat et la vie du quotidien ce qui a plus parlé aux électeurs. Ayuso s'est battue contre Sanidad (ministère de la santé en Espagne) pour garantir que les citoyens puissent mener une vie normale

⁵⁷ <https://www.elmundo.es/madrid/2021/05/07/609593e6fdddff7aa8b467e.html>

durant cette crise, allant à contre-courant en ce qui est la restauration ou l'organisation d'évènements en public, elle a aidé les personnes les plus touchées par la crise et cela explique ses réélections en 2021 et 2023. C'est ce pragmatisme et cette proximité avec les grandes préoccupations des Français qui manque à la droite en France.

La France pourrait s'en inspirer en tenant tête à Bruxelles ou à la doxa. Ayuso savait que plus que l'économie c'est le tissu social madrilène qu'elle maintenait en vie en refusant la fermeture des bars et restaurants. Les Républicains seraient bien inspirés de ne pas oublier les conséquences économiques et sociales en choisissant de défendre certaines politiques.

Par ses actions Ayuso s'est attiré le soutien des classes populaires de la Communauté de Madrid, alors qu'elle votait socialistes majoritairement avant son arrivée. Cette politique de proximité avec le peuple a fait dire à certains médias libéraux qu'elle était populiste, une sorte de Trump espagnole. Alberto Nuñez-Feijóo est également vu comme proche du peuple, d'où son surnom « Albertino », ce qui change d'un Pedro Sánchez vu comme distant et éloigné des préoccupations des Espagnols. C'est pour cela que le chef de file de la droite a souhaité lancer la campagne pour les élections dans son village natal en Galice, caractéristique de l'Espagne périphérique qui souffre de la mondialisation et de l'exode vers les grandes villes espagnoles. En définitive les deux forment un couple politique très efficace, ce qui leur permet de ratisser large et surtout de plaire au plus grand nombre, urbain comme ruraux.

Cette proximité avec le peuple Ayuso la cultive tous les jours, brisant les codes et permettant aux Espagnols de s'identifier à elle. Ainsi elle vit dans un appartement de 60 mètres carrés et conduit une Golf d'occasion achetée en 2012. Tout cela compte pour ses électeurs et surtout cela rompt avec les derniers leaders de la droite et leurs scandales de corruption. C'est la défense de leur mode de vie qui semble plaire aux Espagnols et les Français seraient aussi réceptifs à l'offre liberté-ordre qui a permis à Ayuso de revitaliser la droite espagnole.

Dans un entretien au Financial Times⁵⁸, Ayuso a déclaré vouloir se battre pour les "droits de la famille, des travailleurs indépendants, des hommes d'affaires à garder le contrôle de leur vie" et ce discours fonctionne vu comment elle ridiculise la gauche élection après élection.

En allant dans ce sens nous pouvons parler de sa politique fiscale très attrayante qui attire bon nombre d'entreprises dans la capitale alors qu'il y a quelques années la Catalogne et Barcelone attiraient davantage. Ayuso a baissé les impôts, aidé les travailleurs indépendants et les autoentrepreneurs alors qu'ailleurs ils étaient matraqués de taxes diverses ou souffraient de l'instabilité politique comme en Catalogne. La fiscalité est un des thèmes favoris d'Ayuso et elle ne se contente pas des impôts sur les sociétés et sur le revenu, elle a aussi baissé massivement les impôts de succession rendant la Communauté de Madrid particulièrement attirante. Il en va de même pour les impôts pour la vente et la transmission d'entreprises.

Résultat : Ayuso est particulièrement appréciée des médias et investisseurs étrangers, ce qui pourrait faire saliver en France alors qu'il est impératif d'attirer des investisseurs étrangers et d'inciter les Français à investir.

Alors que l'inflation touchait durement l'Espagne en 2022, le gouvernement espagnol a annoncé vouloir offrir 30% de réduction pour les abonnements de transport public. Ayuso en a offert 20% de plus faisant de Madrid la région la plus subventionnée d'Espagne pour les transports et où un abonnement de métro coûtait le moins cher. Encore une fois Ayuso a montré qu'elle était proche des problèmes des Espagnols qui se lèvent tôt et travaillent

⁵⁸ <https://www.ft.com/content/89b042a0-0c12-4071-bf07-a151849608ab>

UNE DROITISATION DE L'EUROPE ENCORE PLUS VISIBLE : VERS UNE MAJORITE DE CENTRE-DROIT AU PARLEMENT EUROPEEN ?

Giorgia Meloni attend avec impatience la victoire de Vox, elle a même dit que l'heure des patriotes était arrivée⁵⁹. Même si le parti de Santiago Abascal ne peut décemment pas espérer remporter la victoire et se bat actuellement pour la troisième place dans les sondages avec Sumar, cette déclaration est pleine d'enseignements.

La Présidente italienne du Conseil a toujours entretenu de bonnes relations avec Abascal et le parti Vox qui fait partie du groupe CRE (Conservateurs et Réformistes Européens) au Parlement européen. Elle a d'ailleurs déjà participé à des réunions publiques du parti espagnol, délivrant des discours dans la langue de Cervantes. Meloni espère une montée en puissance de la droite conservatrice partout en Europe avant des élections européennes qui pourraient changer la politique continentale et accoucher de nouveaux rapports de force à Bruxelles. Elle est consciente que cette élection du 23J aura une portée allant bien au-delà de la péninsule ibérique.

Nous avons pu parler de la droitisation du continent à de nombreuses reprises et force est de constater que les derniers mois qui se sont écoulés n'ont fait que confirmer cette tendance. Les thèmes de l'immigration illégale ou du rejet du progressisme sont de plus en plus importants dans les électorsats européens et le nombre de pays gouvernés par la droite avec ou sans le soutien de l'extrême droite en sont les manifestations.

Nul besoin de parler de la victoire de Giorgia Meloni en septembre 2022, de celle des démocrates de Suède ou de la réélection de Viktor Órban. Ces évènements ont été massivement commentés par tous les médias

⁵⁹ <https://www.politico.eu/article/hour-of-the-patriots-has-arrived-italy-giorgia-meloni-urges-far-right-allies-in-spain-vox-to-help-her-change-the-eu/amp/>

inquiets de voir cette tendance s'installer en Europe. La victoire de l'alliance de centre-droit en Italie qui a abouti à l'arrivée de Meloni au pouvoir fut caractéristique de cela et marquante car elle survenait près de 80 ans après la chute de Mussolini et 100 ans tout juste après la marche sur Rome de Mussolini. L'Italie étant la troisième économie de l'Union Européenne, cette menace était véritablement prise au sérieux par la gauche et les libéraux. La possibilité de voir l'Espagne, quatrième économie de l'Union basculer elle aussi à droite montre que cette tendance est de plus en plus visible.

En 2023, la Finlande a aussi hérité d'un gouvernement de droite alors que les élections d'avril ont abouti au retrait de Sanna Marin de la vie politique. L'ancienne première ministre était pourtant extrêmement populaire à l'étranger mais ce sont bien les Finlandais qui ont voté lors de cette élection. Lors de cette élection c'est bien son bilan économique qui a pesé alors qu'elle a gagné l'image d'une politicienne dépensière qui a participé à l'explosion de la dette finlandaise. Le Kok de Centre Droit est arrivé en tête des votes, mais c'est bien l'inclusion du Parti des Vrais Finlandais dans la coalition gouvernementale qui a fait énormément parler.

En Grèce les élections de juin 2023 ont vu le parti Nouvelle Démocratie de Mitsotákis (Centre Droit) s'installer durablement au pouvoir et renforcer leur majorité. Les électeurs ont été séduits par sa gestion de l'économie, sa position plus dure vis-à-vis de de l'immigration illégale et surtout un durcissement du discours face à l'expansionnisme turc. Ce qui a marqué ces élections c'est le score historiquement bas de la Gauche ce qui a conduit Alexis Tsipras à se retirer et démissionner de son poste de chef de file de Siriza.

Tout cela montre qu'une tendance de fond est en œuvre en Europe et que nous allons vers son accentuation avec les élections en Espagne puis européennes. En effet la Gauche se dirige vers la perte d'un de ses principaux pays au Conseil européen et surtout à perdre Pedro Sánchez leader continental du socialisme. Avec la perte de Marin, le S&D (socialistes européens) ne peut plus compter que sur Olaf Scholz comme figure de

proue, mais celui-ci marche sur des œufs en Allemagne où sa coalition est sans cesse secouée par des remous.

Plus que la maîtrise de la droite au sein du Conseil, ce qui est en jeu c'est la majorité au Parlement européen pour que la domination de la droite soit complète. Il est difficile de donner une estimation cohérente en termes de répartition des sièges pour les élections européennes étant donné que le scrutin se déroule sur plusieurs pays avec des problématiques différentes. Pour autant certains instituts de sondage se risquent à cet exercice⁶⁰. Dans ces projections la droitisation de l'électorat est bien visible, avec une croissance du CRE et d'ID (identité et démocratie, groupe du RN ou de la Lega), pour autant il semble difficile que ces partis remportent la majorité absolue des sièges.

Ainsi l'alliance traditionnelle entre le PPE, S&D et Renew serait une des seules en mesure de permettre d'atteindre la majorité absolue. L'échec du PPE et de le CRE pour empêcher le vote de la loi sur la restauration de la nature montre les limites d'une telle union pour le moment, mais de bons résultats de la droite en Espagne le 23 juillet couplée à de bons résultats pourrait changer les choses.

De plus le problème semble être le groupe ID de Marine Le Pen qui cristallise les critiques au Parlement, alors que l'entente entre PPE et CRE semble moins complexe à réaliser. De nombreux chefs de la droite européenne ont annoncé ne pas vouloir entendre parler d'une union avec ID qui compte aussi l'AfD qui est loin d'être respectable. En se libérant de ID dont certains veulent se désolidariser comme Matteo Salvini pour devenir plus fréquentable, l'équation pourrait changer. En effet des députés d'IID pourraient rejoindre les rangs du CRE ou du PPE, il ne faut pas non plus oublier les nombreux députés du Fidesz de Viktor Orbán qui n'ont toujours pas d'affiliation au Parlement européen et pourraient faire le nombre. Ainsi

⁶⁰ <https://www.foederalist.eu/2023/05/ep-seat-projection-may-2023.html>

le bloc PPE CRE pourrait être puissant lors des élections européennes dans cette configuration.

Enfin il ne faut pas oublier que des élections se tiendront en Pologne à la fin de l'année ce qui pourrait encore plus renforcer la droite.

Si nous revenons au vote sur la loi de préservation de la nature, nous avons vu que certains députés de Renew ont pu voter avec la droite ce qui rend possible de nouveaux renforts. Le groupe libéral Renew est en difficulté, alors qu'il existe clairement des problèmes de leadership en son sein. En effet l'influence d'Emmanuel Macron e Séjourné n'a pas toujours été appréciée, ce qui explique que le nouveau Spitzenkandidat n'a pas encore été choisi. De plus il faut rajouter que la figure de proue des libéraux à Bruxelles Magrethe Vestager ne pourra pas briguer un nouveau mandat de Commissaire et va se retirer de la politique européenne ce qui va laisser un grand vide chez les libéraux. Cette crise interne pourrait suggérer une baisse de régime des libéraux et des défections en pagaille.

En d'autres termes un rapprochement entre centre droit, conservateurs et libéraux avec des défections de certains députés d'ID pourrait constituer la formule gagnante l'année prochaine. Mais il faudrait s'assurer un vrai leadership à droite avec la nécessité de trouver un autre chef de file que Manfred Weber qui se montre transparent et incapable de définir une ligne claire, ou Ursula Von der Leyen qui est trop marquée par ses échecs et ses mauvais états de service.

La droite française doit profiter de cette tendance et la droitisation de l'électorat en Europe. Elle bénéficie d'un boulevard étant donné qu'aucun parti du CRE n'existe en France et doit ainsi se montrer cohérente avec des idées fortes et une vision claire pour l'Europe. En définitive il ne faut pas s'engouffrer dans la solution de facilité et faire de cette élection un referendum contre Macron mais montrer qu'ils sont porteurs d'un véritable message et d'un plan pour l'UE.

Dans cette droitisation il ne faut pas oublier que l'Allemagne sous l'influence de son ministre des Finances Christian Lindner veut renouer avec l'austérité comme on a pu le voir avec le récent budget allemand. Nous savons que l'influence allemande a toujours été mal perçue et un nouveau discours d'orthodoxie budgétaire pourrait liguer les citoyens européens contre l'Allemagne et donc les Socialistes et Verts...

CONCLUSION

Même s'il est certain que le Partido Popular va arriver en tête lors de ces élections du 23J, l'issue pour l'Espagne ne sera pas si simple qu'on peut le penser. Tout cela est dû au fait qu'aucun parti ne sera en mesure d'atteindre seul la majorité absolue et devra compter sur le soutien d'un ou plusieurs partis pour former un gouvernement et survivre au vote du Congreso de los Diputados. La droite semble avoir une longueur d'avance car en additionnant les sièges qui devraient être obtenus par le PP et Vox alors nous devrions arriver à la majorité absolue. De plus, depuis les élections du 28M remportées par la droite, des dizaines d'accords ont été trouvés au niveau régional ou local entre les deux partis de droite, ouvrant ainsi la voie à un accord national. Mais tout laisse penser que ces négociations ne seront pas simples et qu'un accord ne sera pas si simple à trouver, alors qu'aucun pacte au niveau national existe entre le PP et Vox. En cas d'échec des négociations ou de score plus faible de la droite et l'extrême droite, il n'est pas à exclure que Pedro Sánchez puisse reformer un gouvernement minoritaire, comptant sur le soutien ponctuel de certains partis régionalistes pour se maintenir. Il ne faut pas oublier que selon la constitution espagnole le nouveau président du gouvernement ne peut être élu au premier tour par les députés que si une majorité absolue est obtenue, lors des votes suivants une majorité simple est suffisante. C'est comme cela que Sánchez a réussi à se maintenir en 2019 sans disposer de majorité absolue, comptant sur l'alliance PSOE Podemos, qui rassemblait plus de députés et il espère réitérer cette prouesse avec le soutien de Sumar, en espérant une contre-performance de la droite. Ensuite le chef de gouvernement minoritaire doit survivre à des potentielles motions de censure, ce qui oblige à ratisser large et se montrer le moins clivant possible. Sánchez est passé maître dans cet art et c'est pour cela que le résultat de la soirée électorale et l'identité du prochain Président de Gouvernement ne sera pas forcément la même que celle du chef de file du parti arrivé en tête.

Au soir du vote il faudra regarder plusieurs choses pour décrypter efficacement ce résultat. Premièrement le parti arrivé en troisième position,

aujourd'hui les choses restent serrées entre Vox et Sumar et tout peut arriver. Être le troisième parti d'Espagne est important car une bonification est accordée au troisième, ce qui en fait le principal enjeu de l'élection. Ensuite il faudra voir le score cumulé de la droite (Vox et PP) et si une majorité absolue de sièges est obtenue. Si c'est le cas Alberto Nuñez Feijóo aura fait un grand pas et devrait devenir le nouveau Président du Gouvernement. Si cela se matérialise, il faudra être attentif aux déclarations des candidats et voir si de potentiels rapprochements commencent à s'opérer. Enfin il faudra scruter l'abstention et les votes par correspondance, en effet des études montrent que depuis 2000 lorsque l'abstention dépasse les 30% la droite l'emporte lors d'élections. En effet les votants de droite se mobilisent plus facilement, de plus les électeurs de gauche ont pu être déçus par un Pedro Sánchez qui a pu se montrer trop à Gauche, sous l'influence de Podemos, ce qui pourrait les pousser à ne pas aller voter le 23J. Pour cette raison Pedro Sánchez s'est distancé de ces partenaires de Gouvernement, insistant sur ses réussites économiques ou sociales, pour tenter de remobiliser ses électeurs. Tout l'intérêt du scrutin sera de voir s'il y est parvenu...

Une potentielle marée bleue en Espagne pourrait présager une future marée bleue lors des élections européennes de 2024. En effet le mouvement de droitisation de l'électorat est en marche comme les dernières élections sur le continent ont pu le montrer. Si l'Espagne venait elle aussi à changer de bord politique, alors l'issue semble inéductable. D'autant plus que le Conseil européen perdrait un nouveau pays dirigé par la gauche, avant peut-être de compter de nouveaux changements avec les élections n'érlandaises anticipées de novembre prochain... Il est difficile de jauger la force de la droite en ce moment en Europe et ses possibles résultats aux élections de 2024 au vu de la complexité du scrutin, mais il est sûr qu'une victoire de la droite en Espagne changerait beaucoup de choses.

Dans l'immédiat la présidence espagnole du conseil n'est pas en danger quel que soit le résultat de dimanche, au vu des positions pro européennes et atlantistes des principaux partis présents sur la ligne de

départ, Cela s'explique par le fait que l'Espagne est un des [pays les plus pro-européen du Continent où un parti eurosceptique n'aurait aucune chance de s'imposer aux élections. Si Sánchez venait à être reconduit alors il va de soi que rien ne changera et que les orientations européennes de la présidence ne changeront pas. Si Feijóo est élu avec l'aide de Vox il y a fort à parier que peu de choses vont changer. En effet ses vues sur l'Union Européenne ne sont pas à l'opposé de celles de son concurrent, si ce n'est en termes de souveraineté et d'indépendance stratégique. De plus, en étant élu il devrait imiter Sánchez et tenir Vox à l'écart des affaires étrangères et européennes, comme l'actuel Président du gouvernement a pu le faire avec Podemos jusqu'à maintenant. Vox n'est dans tous les cas pas intéressé par l'Europe, ayant axé sa campagne sur le sociétal et la chute de l'unité espagnole. De plus Vox n'est pas un parti populiste et eurosceptique comme le RN, il est plutôt favorable à l'Union européenne tant que nous n'arrivons pas au fédéralisme. En ce sens Abascal est plus proche de Meloni que de Le Pen ce qui présage un certain calme à court terme. À plus moyen terme tout pourrait être différent, surtout si la marée bleue attendue en 2024 se concrétise et que Vox comme d'autres partis conservateurs se retrouvent dans la position de faiseurs de rois à Bruxelles...

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des études du Millénaire

Crédit photo :

[Pedro Sanchez](#) via Wikimedia Commons [sous licence CC BY 2.0](#)

[Albert Nunez Feijoo](#) via Wikimedia Commons [sous licence CC BY 2.0](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*